

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Édition du 5 septembre 2024

LE CHIFFRE À RETENIR

6%

Le taux de chômage à Chypre au T1 2024
son niveau le plus bas depuis 2009

Brèves régionales : La Roumanie et la Bulgarie renforcent leur connectivité avec la construction d'un nouveau pont // Chypre et la Grèce ont conclu un accord concernant le tronçon Crète-Chypre du projet Great Sea Interconnector.

Bulgarie : Déficit budgétaire de -0,8 % du PIB fin août 2024 // Emission d'obligations de 3 Mds EUR au total et d'obligations de 1,5 Md USD // Nouveau gouvernement intérimaire // Signature d'un contrat de livraison de 20 rames automotrices électriques avec le consortium « Skoda Transportation et Skoda Wagonka »

Chypre : La Banque centrale de Chypre a observé en juillet une hausse des taux d'intérêt sur les prêts // La baisse du chômage masquée par des réalités économiques difficiles // La Commission européenne a approuvé un financement de 39,5 M€ pour 2024 en faveur de la communauté chypriote turque // Chypre donne un ultimatum à Chevron concernant le champ gazier Aphrodite.

Grèce : Exécution budgétaire janvier-juillet 2024 // L'inflation accélère en Grèce en juillet // Mise à jour du Plan national énergie et climat (PNEC) // Bond de 12,2% des recettes touristiques au premier semestre 2024 // Le commerce des biens avec la Russie continue de décliner.

Moldavie : En 2023, le salaire mensuel net moyen était de 10 372,1 MDL (538,16 EUR) // Au premier semestre 2024, les investissements corporels se sont élevés à 12,1 Mds MDL (626 M EUR) // Le gouvernement roumain a approuvé l'ouverture de négociations pour l'acquisition du Port international libre de Giurgiulesti // Lancement d'un appel d'offres pour la construction de centrales éoliennes et photovoltaïques.

Roumanie : Le déficit budgétaire devrait atteindre 7 à 8% du PIB d'ici la fin de l'année 2024 // La balance courante s'est détériorée au premier semestre 2024 // La Banque nationale de Roumanie réduit son taux d'intérêt directeur // La Roumanie bénéficiera d'un financement total de 629 M EUR pour moderniser son réseau de distribution d'électricité // Les enseignes Auchan et Leroy Merlin ont installé plus de 27 000 panneaux photovoltaïques

Brèves régionales

La Roumanie et la Bulgarie renforcent leur connectivité avec la construction d'un nouveau pont de 2 kilomètres, incluant une voie ferrée, sur le Danube entre Giurgiu et Ruse. Le projet, dont l'étude de faisabilité commencera en décembre 2024 pour une durée maximale de 23 mois, est financé à hauteur de 6,92 MEUR par la Commission européenne via le Fonds de mobilité militaire et sera coordonné par la Compagnie Nationale d'Administration des Infrastructures Routières (CNAIR). La première phase, consacrée à l'étude de faisabilité, sera financée par le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF), tandis que la construction débutera grâce aux fonds du Programme de Transport (PT) 2021-2027.

Chypre et la Grèce ont conclu un accord concernant le tronçon Crète-Chypre du projet Great Sea Interconnector, une initiative de 2 Mds € visant à relier la Grèce, Chypre et Israël via un câble sous-marin. Cet accord, finalisé lors d'une téléconférence impliquant les gouvernements, les régulateurs énergétiques et l'opérateur de réseau grec IPTO, prévoit que Chypre s'engage à investir 125 M€ sur cinq ans pour soutenir la réalisation du projet. Ce financement chypriote vise à réduire la charge financière sur les consommateurs et à prévenir l'arrêt des travaux par l'entreprise française Nexans, responsable de la construction du câble. Cette entente a permis de surmonter un blocage important, notamment lié aux préoccupations géopolitiques qui avaient été soulevées par l'Autorité de Régulation de l'Énergie de Chypre (CERA). Le président chypriote, Nicos Christodoulides, a souligné l'importance de ce projet pour la réduction des coûts de l'électricité à Chypre, mais a précisé que le soutien du gouvernement dépendrait de l'évaluation détaillée de l'impact financier du projet. Les décisions réglementaires finales, qui sont déterminantes pour la poursuite des travaux, sont attendues d'ici la fin de la semaine. Ces décisions devraient notamment inclure la validation des conditions financières, telles qu'un coût moyen du capital de 8,3 % sur 17 ans, accepté par la CERA. L'accord marque une avancée significative pour ce projet stratégique, qui est essentiel pour renforcer la sécurité énergétique de la région et pour réduire la dépendance énergétique de Chypre.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Déficit budgétaire de -0,8 % du PIB fin août 2024. Le ministère des Finances s'attend à un déficit budgétaire de -1,6 Md BGN fin août 2024 (soit -0,8 % du PIB). Les recettes devraient s'élever à 46,5 Mds BGN, soit 61,8 % des recettes annuelles prévues dans la Loi de finances 2024. Elles augmenteraient de 9,6 % par rapport à fin août 2023 et ceci, grâce à l'accroissement des recettes fiscales et des subventions au titre des programmes et fonds de l'UE. Les dépenses devraient s'élever à 48,1 Mds BGN, soit 59,1 % des dépenses annuelles prévues. Les dépenses sociales augmenteraient en lien avec la hausse des pensions. Les frais de personnel devraient croître suite à l'augmentation des salaires dans certaines administrations. Selon la LF 2024, le déficit devrait être de -3 % du PIB cette année (*cash basis*).

Emission d'obligations de 3 Mds EUR et 1,5 Md USD, respectivement. Le 28 août 2024, le ministère des Finances a placé sur les marchés internationaux des capitaux des obligations en trois tranches, libellées en euros et en dollars américains. La première tranche est constituée d'obligations libellées en euros d'une maturité de 8 ans, d'un volume de 1,75 Md EUR avec un coupon d'intérêt de 3,625 %. La deuxième tranche est constituée d'obligations libellées en euros d'une maturité de 20 ans, d'un volume de 1,25 Md EUR avec un coupon d'intérêt de 4,250 %.

La troisième tranche est constituée d'obligations libellées en USD d'une maturité de 12,5 ans, d'un volume de 1,5 Md USD avec un coupon d'intérêt de 5 %. Le ministère des Finances indique que la transaction réalisée suit l'objectif principal fixé de gestion de la dette en 2024, notamment de fournir les ressources nécessaires pour refinancer la dette en circulation, financer les déficits prévus du budget de l'État et garantir la position de liquidité des réserves budgétaires.

Nouveau gouvernement intérimaire. Suite à l'incapacité des partis représentés à l'AN élue au scrutin législatif anticipé du 9 juin 2024 de former un gouvernement régulier, le PR a nommé par décret un nouveau gouvernement intérimaire qui [a prêté serment](#) devant l'AN le 27 août dernier. Le PM intérimaire Dimitar Glavtchev reste à son poste. Mme Lyudmila Petkova garde également son poste de vice-Première ministre et ministre des Finances. Trois changements ont été apportés dans la composition du gouvernement intérimaire sortant : Atanas Ilkov est le nouveau ministre de l'Intérieur, Ivan Kondov des Affaires étrangères et Krassimira Stoyanova des Transports et des Communications. La tâche principale du nouveau gouvernement intérimaire est de préparer les nouvelles élections législatives anticipées fixées pour le 27 octobre. Le 30 août, le gouvernement intérimaire a désigné Ekaterina Zaharieva, proposée par le GuERB, et Youlian Popov, proposé par « Poursuivons le changement-Bulgarie démocratique », comme candidats bulgares au poste de commissaire européen.

Actualités sectorielles

Signature d'un contrat de livraison de 20 rames automotrices électriques avec le consortium « Skoda Transportation et Skoda Wagonka ». La ministre intérimaire des Transports et des Communications Krassimira Stoyanova [a signé](#), le 4 septembre, un contrat de livraison de 20 rames automotrices électriques avec le consortium « Skoda Transportation et Skoda Wagonka ». L'achat des trains est financé par le PNRR. Le PM intérimaire Dimitar Glavtchev, qui a assisté à la cérémonie, a indiqué que de nouveaux trains n'avaient pas été achetés depuis 20 ans. Il a également évoqué qu'il existe une possibilité d'acheter 5 trains supplémentaires via une annexe. La valeur du matériel roulant est de 511,4 M BGN et le délai de livraison est de 2 ans. Les trains desserviront les passagers sur les itinéraires ferroviaires les plus longs du pays - Sofia-Bourgas, Sofia-Varna et Sofia-Roussé. Le contrat comprend la maintenance pour une durée de 15 ans et la formation du personnel. Le matériel roulant a une capacité d'au moins 300 sièges et une vitesse jusqu'à 160 km/h.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

En juillet, la Banque centrale de Chypre (CBC) a observé une hausse des taux d'intérêt sur les prêts, avec les crédits à la consommation atteignant 6,67 % (contre 6,18 % en juin) et les prêts hypothécaires grimpant à 4,59 % (contre 4,52 %). En revanche, les taux d'intérêt sur les dépôts ont diminué, les dépôts à court terme tombant à 1,96 % et ceux des entreprises à 2,28 %. Malgré cette hausse des coûts d'emprunt, le volume des nouveaux prêts a fortement augmenté, atteignant 595,3 M€ en juillet, contre 514,9 M€ en juin. Les prêts à la consommation ont augmenté à 28 M€, et les prêts pour l'achat de logements ont atteint 134,3 M€. En revanche, les prêts aux petites entreprises ont légèrement baissé, tandis que ceux aux grandes entreprises ont connu une croissance significative ([Central Bank of Cyprus](#)).

La baisse du chômage masquée par des réalités économiques difficiles. Le taux de chômage à Chypre a diminué à 6 % au premier trimestre 2024,

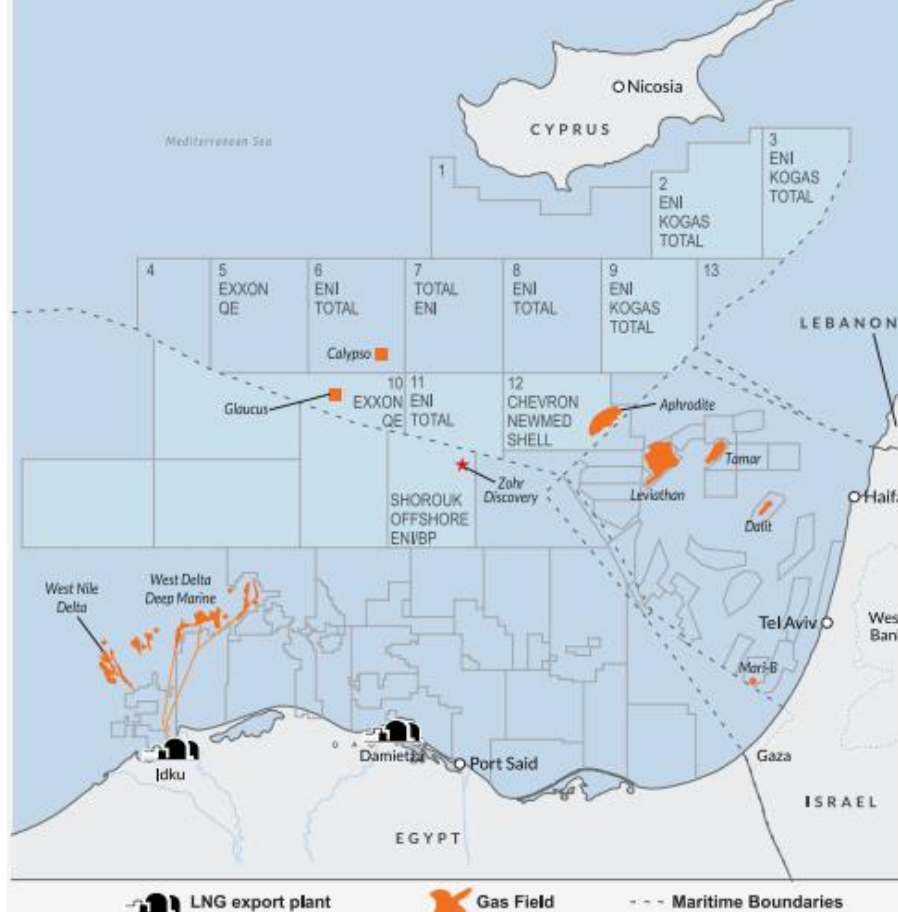
son niveau le plus bas depuis 2009. Toutefois, [cette baisse ne reflète pas pleinement les difficultés économiques rencontrées par de nombreux chypriotes](#). Les loyers élevés ne correspondent pas aux salaires moyens, qui s'élèvent à 2 378 € brut par mois. Tandis que certains secteurs, comme le public et les professions spécialisées, bénéficient de salaires plus élevés, de nombreux Chypriotes trouvent difficile de joindre les deux bouts. Le coût élevé des loyers et des produits de première nécessité accentue ce décalage, soulignant que la baisse du chômage ne reflète pas toujours l'amélioration des conditions de vie pour tous.

[La Commission européenne a approuvé un financement de 39,5 M€ pour 2024 en faveur de la communauté chypriote turque](#). [Cette enveloppe](#) vise à soutenir les efforts de réunification de Chypre, à renforcer le commerce à travers la Ligne verte, et à favoriser le développement socio-économique de la région. Les fonds seront utilisés pour aider les producteurs à respecter les normes sanitaires et alimentaires de l'UE, avec des subventions spécifiques pour les entreprises laitières et agricoles. En outre, le financement pourrait être destiné à un projet commun de centrale solaire, sous réserve de l'accord des deux communautés, et à des initiatives éducatives, notamment un programme de bourses pour les étudiants chypriotes grecs et turcs. Depuis 2006, l'UE a investi 728 M € dans des projets similaires à Chypre, dans le cadre de son programme d'aide.

Actualités sectorielles

[Chypre donne un ultimatum à Chevron concernant le champ gazier Aphrodite](#). Fin août, Chypre a informé Chevron d'une violation de son contrat de partage de production pour le champ gazier Aphrodite, situé dans la zone économique exclusive (ZEE) de Chypre et qui contient environ 3,5 trillions f³ de gaz (soit environ 99,2 Mds m³). Le gouvernement chypriote a accordé à Chevron et à ses partenaires, Shell et NewMed Energy, trois mois pour remédier à cette violation, sous peine de résiliation du contrat. Le 30 août, le consortium a soumis un plan de développement révisé de 4 Mds USD, incluant quatre puits de production et une unité de production flottante (FPU) en eaux chypriotes. Ce plan vise une capacité de production de 800 millions de pieds cubes par jour, avec une exportation du gaz vers l'Égypte via un pipeline sous-marin. Chevron et Shell détiennent chacun 35 % du projet, tandis que NewMed Energy possède 30 %. [Selon la presse](#), la situation divise l'opinion à Chypre. Certains responsables expriment des doutes sur l'engagement de Chevron, craignant que les retards et l'arbitrage ne freinent les progrès. D'autres s'interrogent sur la révision des coûts par Chevron, se demandant comment 400 MUSD supplémentaires ont été trouvés après des ajustements de coûts précédents. Parallèlement, British Petroleum et Abu Dhabi National Oil Co. (Adnoc) ont montré de l'intérêt pour le champ Aphrodite. La situation du champ gazier Leviathan, voisin d'Aphrodite, est également un facteur important. Les partenaires de Leviathan avancent contrairement à Aphrodite qui n'a pas encore commencé sa production. Leviathan, plus grand et en production depuis 2019, contraste avec le champ Aphrodite, dont les réserves sont plus modestes et qui n'a pas encore produit de gaz.

[Gaz en Méditerranée orientale \(Source : Chevron Locks Horns Again With Cyprus Over Aphrodite | Energy Intelligence\)](#)



Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

Exécution budgétaire janvier-juillet 2024 (données provisoires) : le déficit budgétaire s'est élevé à 121 M€, contre un objectif de déficit de 3,745Mds€ prévu au titre de la loi de finances 2024 et un déficit de 1,435Md€ enregistré sur la même période 2023. Un excédent primaire de 5,683 Mds€ a été dégagé, contre un objectif d'excédent primaire de 1,655 Md€ et un excédent primaire de 3,558 Md€ sur la même période 2023 (le résultat est uniquement celui du Gouvernement central et non du Gouvernement général qui comprend également les résultats budgétaires des collectivités locales et les organismes de la sécurité sociale).

Les recettes nettes se sont élevées à 39,205 Md€, en hausse de 881 M€ (+2,3 %) par rapport à l'objectif prévu au titre de la loi de finances 2024.

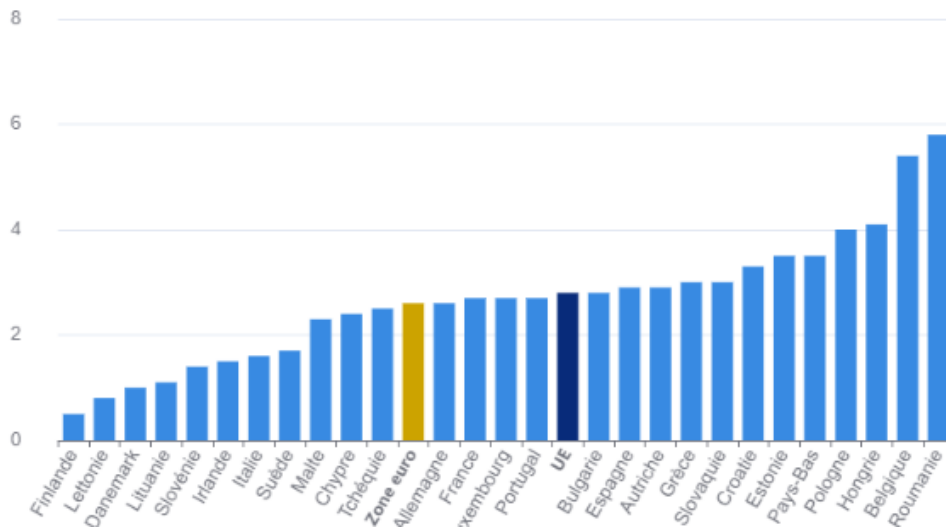
Les recettes fiscales se sont élevées à 36,993Md€, en hausse de 2,317 Md€ (+6,7 %) par rapport à l'objectif figurant dans l'exposé des motifs du budget 2024. Ce dépassement s'explique par la meilleure performance de l'impôt sur le revenu de l'année précédente, perçus par tranches jusqu'à la fin du mois de février 2024 (à noter qu'un montant estimé à 647 M € est comptabilisé dans le résultat fiscal de 2023), ainsi que par la meilleure performance de la perception des impôts de l'année en cours. Par conséquent, l'excédent des recettes fiscales par rapport aux recettes fiscales budgétisées de l'année 2024 s'élève à 1, 670 Md€.

Les recettes totales du budget d'investissement public se sont élevées à 3,003Md€, en hausse de 944 M€ par rapport à l'objectif (2,059 Md€). Les dépenses atteignent 39, 326 Md€, en baisse de 2,743 Md€ par rapport à l'objectif (42, 070 Mds€), inscrit dans la Loi de finances 2024, mais en hausse de 743 M€ par rapport à la même période 2023, en raison notamment de l'augmentation des paiements d'intérêts. ([Ministère grec de l'Economie et des Finances](#)).

L'inflation accélère en Grèce en juillet avec la hausse des prix des services. L'indice des prix à la consommation harmonisé selon les normes

européennes (IPCH) a progressé en Grèce de 3% sur un an en juillet 2024, après 2,5% en juin dernier, selon la [dernière publication d'Eurostat](#). Cette accélération résulte d'une hausse des prix des services de 5% (après 4,4% en juin et 3,4% en mai), entraînée par les services liés aux vacances et à l'hébergement (+9,9%, après 9,9% en juin et 3,5% en mai), les services liés aux loisirs (+7,1%) et le transport (+4,3%, après 4% en juin) et une hausse de ceux de l'alimentation (+1,2%, après 1% en juin). L'impact sur l'inflation globale des augmentations des prix des restaurants et des cafés en Grèce (6,8 % contre 5,3 % en juin) a également été significatif. Le taux d'inflation annuel de la **zone euro** s'est établi à 2,6% en juillet 2024, contre 2,5% en juin et le taux de l'**UE** à 2,8%, contre 2,6% en juin.

Taux d'inflation annuel (%) en juillet 2024



source : Eurostat

Actualités sectorielles

Mise à jour du Plan national énergie et climat (PNEC). Le PNEC grec révisé présenté par le gouvernement grec et [mis en consultation publique jusqu'au 16 septembre](#), est conçu pour minimiser le coût de la transition énergétique. Il donne la priorité aux interventions les plus mûres et les moins coûteuses, avec notamment pour objectif de réduire les coûts énergétiques pour les citoyens. Les objectifs grecs visés d'ici 2030 consistent à réduire de 58,6% les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 (tel que visé par le plan précédent) et à atteindre 45,4% d'énergies renouvelables dans la consommation brute finale d'énergie (légèrement en hausse par rapport aux 44% dans le plan précédent), et 76,8% d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'électricité (en baisse par rapport aux 80% du plan précédent). Le nouveau plan bascule sur une politique de la demande, avec des mesures chiffrées à 65Mds€ pour stimuler la demande d'électricité, l'aspect prioritaire étant le financement de projets fondés sur des technologies à maturité (stockage d'énergie par batterie, pompe).

Bond de 12,2% des recettes touristiques au premier semestre 2024.

Sur un an, les recettes touristiques ont augmenté de 12,2% à 6,921 Md€ et les arrivées de 15,5% à 11,625 millions de personnes au premier semestre 2024, selon les dernières données de la Banque de Grèce. En juin, les recettes touristiques ont augmenté de 7,7 % pour atteindre 3, 115 Md€ et les arrivées de 8,8 % pour atteindre 4 681 millions de personnes. En revanche, les dépenses moyennes des touristes ont baissé de 3,3% à 570,5 euros au cours du premier semestre de l'année et de 1,4% en juin. La majeure partie des recettes du premier semestre provient des touristes allemands (plus de 1,2 Md€), suivis par les Britanniques avec un peu plus d'1 Md€ et les Américains en troisième position avec 540 M€.

Le commerce des biens avec la Russie continue de décliner. Au premier semestre 2024, la valeur des importations grecques en provenance de la

Russie s'est élevée à 668M€, en baisse de 55,1% par rapport au 1,489Md€ de la période janvier-juin 2023. De même, la valeur des exportations grecques s'est établie à 43,7 M€, en baisse de 12,9% par rapport aux 50,2 M€ du premier semestre 2023. La balance commerciale entre la Grèce et la Russie reste déficitaire pour la Grèce et s'élève à 624,3 M€. ([ELSTAT](#)).

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

En 2023, le salaire mensuel net moyen était de 10 372,1 MDL (538,16 EUR), soit 16,5 % de plus qu'en 2022. Le salaire brut réel a quant à lui augmenté de 3,1 %. Dans la fonction publique, le salaire mensuel brut moyen était de 10 484,3 MDL (542,09 EUR) contre 12 758,3 MDL (659,54 EUR) dans le secteur privé (soit 21,7% de plus que dans le secteur public). Les salaires des femmes étaient inférieurs de 15,6 % à ceux des hommes. Le salaire moyen était de 14884,3 MDL (769,44 EUR) à Chisinau, soit 21,9 % de plus que la moyenne nationale.

Au premier semestre 2024, les investissements corporels se sont élevés à 12,1 Mds MDL (626 M EUR), en hausse de 0,6 % par rapport au premier semestre 2023. L'investissement a augmenté dans les bâtiments résidentiels (+19,7 %), le matériel de transport (+14,7 %) et les matériels et outillages (+6,4 %), tandis qu'il a diminué de 24,9 % dans le secteur du génie civil et de 8,2 % dans l'immobilier non résidentiel.

Actualités sectorielles

Le gouvernement roumain a approuvé l'ouverture de négociations pour l'acquisition du Port international libre de Giurgiulesti, détenu par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). Le gouvernement moldave a précisé que le Port d'État de Giurgiulesti, l'autre entité portuaire présente à Giurgiulesti (celle-ci appartenant à l'État moldave), n'est pas concerné par ces négociations et restera propriété de la Moldavie.

La République de Moldavie a lancé un appel d'offres pour la construction de centrales éoliennes et photovoltaïques, avec une capacité maximale de 105 MW pour l'éolien et de 60 MW pour le solaire. Les investisseurs retenus bénéficieront du statut de grand producteur éligible et d'un contrat d'approvisionnement garanti sur 15 ans. Cette initiative vise à augmenter la part des énergies renouvelables de 10 % à 16,6 % d'ici fin 2025, avec un objectif national de 30 % d'ici 2030. La date limite de soumission des offres est fixée au 31 mars 2025.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Le déficit budgétaire devrait atteindre 7 à 8% du PIB d'ici la fin de l'année 2024. Au premier semestre 2024, les recettes ont augmenté de 13,5 %, mais les dépenses ont progressé de 21,2 %, portant le déficit à 63,6 Mds RON (3,6 % du PIB). Pour augmenter les recettes, le gouvernement a introduit une amnistie fiscale et des primes, pour les contribuables respectant leurs obligations avant le 25 novembre 2024 : les entreprises payant leurs impôts à temps recevront une prime de 3 % en crédit d'impôt, et les débiteurs qui régulariseront leur situation avant cette date bénéficieront d'une annulation partielle des intérêts et pénalités de retard (50 % de

réduction sur les dettes sous 5 000 RON et 25 % au-delà). Concernant les dépenses, des restrictions sur l'achat de biens et services sont envisagées, sauf pour ceux destinés à l'absorption de fonds européens.

La balance courante s'est détériorée au premier semestre 2024, avec un déficit en hausse de 34% par rapport à la même période en 2023, atteignant 12,1 Mds EUR. Cette aggravation est principalement due à l'augmentation du déficit commercial des biens (+14,2 %, à 15 Mds EUR) et la réduction du surplus commercial des services (-14,8 %, à 6,1 Mds EUR), ce qui a conduit à un accroissement du déficit commercial global de 49,4 % (8,9 Mds EUR).

Pour la deuxième fois consécutive, la Banque nationale de Roumanie (BNR) a réduit son taux d'intérêt directeur de 25 points de base, le fixant à 6,50 %. Les taux de facilité de prêt et de dépôt ont connu la même diminution, atteignant respectivement 7,50 % et 5,50 %. Cette décision fait suite à la baisse de l'inflation, passée de 6,61 % en mars à 4,94 % en juin 2024, en raison de la chute des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. En conséquence, la BNR a révisé ses prévisions et anticipe désormais à une inflation de 4 % d'ici fin 2024 et de 3,4 % pour fin 2025.

Actualités sectorielles

La Roumanie bénéficiera d'un financement total de 629 M EUR pour moderniser son réseau de distribution d'électricité. Parmi ces fonds, 200 M EUR proviennent de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), 295 M EUR de fonds européens et 134 M EUR de ressources propres. Ce plan inclut notamment la rénovation de sous-stations et de lignes aériennes, ainsi que la réduction des pertes énergétiques. Par ailleurs, ce plan comporte un sous-projet (Carmen) visant à renforcer les interconnexions régionales avec la Bulgarie et la Hongrie, afin d'améliorer l'intégration des énergies renouvelables et de renforcer la coopération énergétique au sein de l'Union européenne.

Les enseignes Auchan et Leroy Merlin ont installé plus de 27 000 panneaux photovoltaïques sur une surface de 63 000 m² dans 28 de leurs magasins. Ces installations, d'une capacité de 12,8 MW, couvrent 20 % des besoins énergétiques de chaque site et permettent de réduire les émissions de CO₂ de 8 000 t/an. Le projet est en ligne avec les engagements de décarbonisation d'Auchan, dans le cadre de son Plan Climat 2030, et avec les Objectifs de développement durable de l'ONU adoptés par Leroy Merlin pour réduire de moitié son empreinte carbone d'ici 2035.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr